



# « Wiki-Gate » : Julian Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2024

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

## Note de l'auteur et mise à jour

### 1. Julian Assange est libre, mais « la liberté d'expression a disparu ».

Julian Assange a quitté la prison de très haute sécurité de Belmarsh dans la matinée du 24 juin. Il a été libéré sous caution par la Haute Cour de Londres et a été relâché à l'aéroport de Stansted dans l'après-midi, où il a pris un avion pour quitter le Royaume-Uni.

Nous devons reconnaître la « nature douteuse » des négociations avec le ministère de la justice des États-Unis : l'accord conclu le 24 juin prévoyait que M. Assange « accepte de plaider coupable d'une seule infraction » :

« accepte de **plaider coupable pour UN crime lié à la divulgation d'informations de sécurité nationale en échange de sa libération de la prison de Belmarsh au Royaume-Uni** » (Common Dreams, 24 juin 2024).

### Le procès d'Assange se déroule dans un « Tribunal territorial » (Territorial Court) éloigné des États-unis dans les îles Mariannes du Nord. Pourquoi ?

Les îles Mariannes du Nord [l'un des deux territoires américains des Iles Mariannes, l'autre est Guam] sont des îles isolées de [57 154 \(2023\)](#) habitants situées dans le Pacifique au nord de Guam et appartenant au Commonwealth américain.



Confirmé par les médias (CBS, BBC) : Assange ne passera pas de temps en détention aux États-Unis. Il recevra « un crédit pour le temps passé incarcéré au Royaume-Uni ».

« *Assange retournera en Australie* », selon une lettre du ministère de la Justice.

Son plaidoyer de culpabilité pour UN seul chef d'accusation devrait être finalisé le 26 juin devant le « **Remote** » « **District Court** » [District Court for the Northern Mariana islands] des îles Mariannes du Nord.



## **La criminalisation de la justice ? Une menace pour le Premier Amendement**

Quelle est la finalité du « **plaidoyer de culpabilité** » d'Assange qui sera décidée lors des audiences de la « Cour territoriale » des îles Mariannes du Nord ?

M. Assange a accepté de plaider coupable d' « **un crime pour avoir conspiré en vue d'obtenir et de diffuser illégalement des informations classifiées liées à la défense nationale des États-Unis** », comme l'indique une lettre du ministère de la justice ainsi que d'autres documents (déposés auprès du tribunal de district des îles Mariannes du Nord, un territoire des États-Unis situé dans la région du Pacifique).

Vous trouverez ci-dessous la lettre du ministère américain de la justice (division de la sécurité nationale) adressée au **juge Ramona N. Manglosa**

Cette lettre datée du 24 juin 2024 (déposée au tribunal de district le 25 juin 2024) se lit comme **une instruction au juge avant la procédure judiciaire proprement dite du 26 juin 2024.**

Les audiences du tribunal ont été prédéterminées par les instructions du ministère américain de la justice (DOJ) contenues dans la lettre.

**La jurisprudence américaine exige que le juge soit indépendant et ne puisse en aucun cas recevoir des instructions des procureurs du ministère de la défense.**

**La lettre du ministère de la défense outrepassa la responsabilité du juge du tribunal de district. Elle supprime le principe fondamental de l'indépendance judiciaire.** De plus, le juge n'est PAS AUTORISÉ à faire une déclaration ou un jugement en faveur de la liberté d'expression. Il n'a pas non plus le droit de faire une observation sur l'accusation du Doj contre Assange.

**C'est la criminalisation de la justice.**

Voir ici les documents juridiques à l'appui (Document 1 Pages 1-4)



U.S. Department of Justice

National Security Division

Washington, D.C. 20530

CR - 24 - 00014

June 24, 2024 (EST)

The Honorable Ramona V. Manglona  
U. S. District Court for the Northern Mariana Islands  
P.O. Box 500687  
Saipan, MP 96950  
SENT VIA ELECTRONIC MAIL

FILED  
Clerk  
District Court

JUN 25 2024

for the Northern Mariana Islands  
By JP  
(Deputy Clerk)

Re: United States v. Julian Paul Assange

Your Honor:

We are attaching the electronically signed felony Information in the above-captioned matter and respectfully request that, as soon as possible, the clerk docket this letter and Information in order to provide public notice of the Rule 11 hearing scheduled before Your Honor in Saipan for Wednesday, June 26, 2024 at 9am, during which we anticipate that the defendant will plead guilty to the charge in the Information of conspiring to unlawfully obtain and disseminate classified information relating to the national defense of the United States, in violation of 18 U.S.C. § 793(g), and be sentenced by the Court for that offense.

We appreciate the Court accommodating these plea and sentencing proceedings on a single day at the joint request of the parties, in light of the defendant's opposition to traveling to the continental United States to enter his guilty plea and the proximity of this federal U.S. District Court to the defendant's country of citizenship, Australia, to which we expect he will return at the conclusion of the proceedings.

Respectfully submitted,

Matthew J. McKenzie  
Deputy Chief  
Counterintelligence and Export Control Section  
U.S. Department of Justice  
National Security Division

Shawn N. Anderson  
United States Attorney  
Districts of Guam and the NMI

Cc: Defense counsel (via email)



## Établir un précédent juridique ? La disparition du premier amendement

L'objectif de l'audience du tribunal fédéral de Saipan est-il **d'établir un PRÉCÉDENT**



**juridique, en vertu duquel les journalistes mainstream et indépendants peuvent être poursuivis** pour « conspiration en vue d'obtenir et de diffuser illégalement des informations classifiées liées à la défense nationale des États-Unis » ?

Il y a eu un engagement préalable selon lequel le juge de la MNI de Saipan approuverait le plaidoyer d'Assange conformément aux conditions énoncées dans la lettre du ministère de la Justice des États-Unis (Division de la sécurité nationale).

« Vous pourrez sortir de cette salle d'audience en homme libre », a déclaré la juge Ramona Manglona en approuvant votre plaidoyer.

Les termes de l'accord ont été discutés. Le jugement a été prédéterminé, décidé à Washington.

S'adressant au tribunal, « **M. Assange a déclaré qu'il pensait que la loi sur l'espionnage en vertu de laquelle il était inculpé contredisait les droits du premier amendement de la Constitution américaine, mais qu'il [avait été contraint d'] accepter [dans son plaidoyer] qu'il pouvait être illégal d'encourager des sources à fournir des informations classifiées en vue de leur publication.** Comme condition de son plaidoyer, il devra détruire les informations fournies à WikiLeaks ».

*Image à droite. Tribunal de district de Saipan*

## **Le statut juridique de la « Territorial District Court » de Saipan**

Gardez à l'esprit que le tribunal de district des îles Mariannes du Nord, **qui a été choisi par le ministère américain de la justice, n'est pas un tribunal de district américain relevant de l'article III :**

-Article III de la District Courts : Les 13 cours d'appel des États-Unis et les 91 tribunaux de district des États-Unis (y compris les districts de D.C. et de Porto Rico).

**- Article IV Territorial Courts : Les tribunaux de district territoriaux des îles Mariannes du Nord, de Guam et des îles Vierges.**

Alors qu'Assange ne voulait pas d'une procédure judiciaire sur le territoire américain, le choix du « tribunal de district » de Saipan était sans aucun doute intentionnel de la part du ministère de la Justice des États-Unis. Alors que les jugements peuvent faire l'objet d'un appel (Ninth Circuit), les tribunaux territoriaux de l'article IV ne sont PAS des tribunaux fédéraux de district « de jure » [de par le droit]

Cela n'ouvre-t-il pas la boîte de Pandore quant à **la légalité du « faux jugement » du 26 juin concernant Julian Assange**, qui émane d'une lettre du DoJ ? Je dois préciser que le DoJ a forcé Assange à « plaider coupable » pour un crime présumé qu'il n'a pas commis. Pour reprendre les termes de Scott Ritter :

« En permettant au gouvernement américain de contraindre Julian Assange à plaider coupable d'un crime qu'il n'a pas commis, l'Amérique s'est condamnée à être un pays où dire la vérité est un crime. (Scott Ritter, [Un jour sombre pour l'Amérique](#))

[Voir les procédures du tribunal de district des îles Mariannes](#)

## 2. L'histoire : Assange a été trahi et trompé par ceux qui l'auraient soutenu.



En octobre 2021, le gouvernement américain a entamé une procédure judiciaire visant à extraditer Julian Assange du Royaume-Uni « pour **l'accuser d'avoir violé la loi sur l'espionnage** » .

**La Cour suprême du Royaume-Uni a rejeté l'appel de Julian Assange visant à « empêcher son extradition vers les États-Unis ».**

Le 20 avril 2022, un tribunal britannique a officiellement approuvé l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis « pour espionnage ».

Selon [Paul C. Roberts](#) :

La chose la plus extraordinaire à propos de Julian Assange est qu'il est traité comme s'il était un citoyen américain.

Le cri initial était « trahison », aujourd'hui transformé en « espionnage ».

**Il n'y a pas eu d'espionnage.** Wikileaks a publié et mis à la disposition du New York Times, du Guardian et d'autres médias des informations ayant fait l'objet d'une fuite. Les médias ont publié ces informations, tout comme Wikileaks, **mais ils n'ont pas été inculpés.**

[En février 2024](#) : la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et la Fédération européenne des journalistes (FEJ) ont confirmé que « les poursuites engagées contre Assange représentent une menace mondiale pour [la liberté de la presse](#) » .

« *Les poursuites engagées contre Julian Assange mettent en péril la liberté des médias partout dans le monde* », ont déclaré la FIJ et la FEJ dans un communiqué commun.

Cette déclaration est contradictoire. Les grands médias continuent d'être la source d'une désinformation massive.

Ils soutiennent les mensonges concernant la crise Covid et le vaccin ARNm, qui a entraîné une tendance à la hausse de la surmortalité.

Ils soutiennent régulièrement le programme de guerre des États-Unis et de l'OTAN, tout en décrivant le régime néonazi de Kiev comme une démocratie florissante.

Et maintenant, ils viennent prétendument à son secours.

### **3. Les relations de Julian Assange avec les grands médias**

Julian Assange a d'abord été salué et soutenu par les grands médias. En 2008, **The Economist**, qui appartient en partie à la famille Rothschild, lui a décerné le **New Media Award**.

S'agissait-il d'un véritable soutien à l'engagement de Julian Assange en faveur de la « liberté de la presse » ? Ou s'agissait-il d'un stratagème de relations publiques ?

Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient :

**The Guardian, The New York Times, The Economist, Vaughan Smith, George Soros, les Rothschild, le Council on Foreign Relations, etc.**

Assange a été accusé par **les mêmes médias corporatistes qui ont fait l'éloge de ses réalisations**.

Rétrospectivement, il s'agit d'une opération soigneusement planifiée. Les « fuites » de Wiki ont été « supervisées » de manière sélective.

Voici des détails concernant certains des **principaux acteurs**. Vous trouverez ci-dessous mon article de 2019 intitulé « **Wiki-Gate** » : **Julian Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient**.

### **4. Henry Vaughan Lockhart Smith**

**Vaughn Smith** est un ancien capitaine des Grenadier Guards britanniques qui est venu à son secours. Assange a trouvé refuge chez lui, dans le Norfolk. Ils ont entretenu une étroite relation d'amitié.

Vaughn Lockhart Smith est le fondateur du **Frontline Club**, basé à Londres (**une entité médiatique soutenue par l'Open Society Institute de George Soros**).

**En 2010, le Frontline Club a servi de facto de « quartier général » de Julian Assange au Royaume-Uni.**

Vaughan Smith n'est pas un « journaliste indépendant ». Il a activement collaboré avec l'OTAN, en tant que reporter et caméraman intégré dans plusieurs théâtres de guerre des États-Unis et de l'OTAN, dont l'Irak, l'Afghanistan, la Bosnie, la Tchétchénie et le Kosovo.

En 1998, avant l'assaut de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, il a travaillé comme journaliste vidéo au Kosovo dans une production intitulée The Valley, qui consistait à

« documenter » les atrocités prétendument commises par les Serbes contre les Albanais du Kosovo pour le compte de l'OTAN qui a envahi la Yougoslavie le 24 mars 1999.

La production vidéo a été réalisée avec le soutien de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), dont le chef **Hashim Thaci** est devenu président du Kosovo. **En 1998, Thaci figurait sur la liste d'Interpol.** Vingt-deux ans plus tard, Thaci a été inculpé par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye pour crimes contre l'humanité, notamment « meurtres, disparitions forcées, persécutions et tortures ».

## 5. David E. Sanger, New York Times

Le **New York Times** a été complice : David E. Sanger, correspondant en chef du New York Times à Washington, a participé à l'expurgation des documents Wikileaks en concertation avec le département d'État américain :

« Nous avons parcouru [les câbles] avec beaucoup de soin pour tenter d'expurger les documents qui, selon nous, pourraient porter préjudice à des personnes ou compromettre des opérations en cours. Nous avons même pris l'initiative très inhabituelle de montrer la centaine de câbles à partir desquels nous écrivions au gouvernement américain et de lui demander s'il avait des expurgations supplémentaires à suggérer ». (Voir PBS Interview ; [PBS Interview; The Redacting and Selection of Wikileaks documents by the Corporate Media](#), Entrevue de PBS , "Fresh Air" avec Terry Gross : 8 décembre 2010).

**David E. Sanger** est membre du Council on Foreign Relations (CFR) et du groupe Aspen. Le NYT a également des liens avec les services de renseignement américains.

Il convient de noter que plusieurs journalistes américains, membres du Council on Foreign Relations, ont interviewé Wikileaks, notamment Richard Stengel de [Time Magazine](#) (30 novembre 2010) et Raffi Khatchadurian du New Yorker. ([WikiLeaks and Julian Paul Assange : The New Yorker](#), 11 juin 2007)

## 6. Le rôle insidieux du département d'État américain

Dans un rapport du 20 février 2024 :

**« Les poursuites engagées par les États-Unis contre Julian Assange constituent des « représailles d'État », a déclaré la Haute Cour dans sa dernière tentative pour échapper à l'extradition.**

Le fondateur de Wikileaks risque d'être extradé vers les États-Unis pour conspiration présumée en vue d'obtenir et de divulguer des informations relatives à la défense nationale, à la suite de la publication de centaines de milliers de documents ayant fait l'objet de fuites et concernant les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Dans une décision rendue en janvier 2021, la juge de district de l'époque, Vanessa Baraitser, a déclaré qu'Assange ne devait pas être envoyé aux États-Unis, invoquant un risque réel et « oppressant » de suicide, tout en se prononçant contre lui sur toutes les autres questions. »

Le New York Times a expurgé **les documents classifiés en étroite consultation avec le département d'État américain** (voir la déclaration de David Sanger ci-dessus).

C'est une véritable bombe : **Le département d'État a collaboré avec le New York Times pour faciliter la publication de documents classifiés. Cela soulève en soi des questions d'ordre juridique.**

[Dans un rapport du 21 février 2024 :](#)

**« Les poursuites engagées par les États-Unis à l'encontre de Julian Assange constituent des « représailles d'État », a déclaré la Haute Cour dans le cadre de la dernière tentative de ce dernier d'échapper à l'extradition.**

Le fondateur de Wikileaks risque d'être extradé vers les États-Unis pour conspiration présumée en vue d'obtenir et de divulguer des informations relatives à la défense nationale, à la suite de la publication de centaines de milliers de documents ayant fait l'objet de fuites et concernant les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Dans une décision rendue en janvier 2021, la juge de district de l'époque, Vanessa Baraitser, a déclaré qu'Assange ne devait pas être envoyé aux États-Unis, invoquant un risque réel et « oppressant » de suicide, tout en se prononçant contre lui sur toutes les autres questions.

D'un point de vue juridique, il ne s'agit pas de « **représailles de l'État** », bien au contraire, mais de « **collusion de l'État** » :

**Le département d'État américain a donné son accord : Il a donné son feu vert au NYT pour la publication de documents classifiés expurgés.**

N'y a-t-il pas eu un conflit d'intérêts quelque part ? D'un point de vue juridique, **le département d'État américain a enfreint la loi sur l'espionnage.**

## **7. La lettre ouverte du NYT, du Guardian, de Der Spiegel, du Monde et d'El Pais**

Les cinq principaux médias qui ont contribué à la publication et au « caviardage » des documents de WikiLeaks ont publié en 2019 une déclaration commune quelque peu contradictoire (lettre ouverte) demandant la libération de Julian Assange.

Ils accusent Assange d'avoir publié des documents classifiés sur la corruption et la fraude du gouvernement américain, tout en reconnaissant leur rôle dans la publication de textes expurgés de documents classifiés. Ne sont-ils pas également en violation de la loi sur l'espionnage (Espionage Act) ?

[Vous trouverez ci-dessous le texte de la lettre.](#)

### **Lettre ouverte des rédacteurs en chef et des éditeurs : Publier n'est pas un crime**

« Il y a douze ans, le 28 novembre 2010, nos cinq médias internationaux – **le New York Times, le Guardian, Le Monde, El País et DER SPIEGEL** – ont publié, en coopération avec Wikileaks, une série de révélations qui ont fait la une des journaux du monde entier.

« **Cable gate** », un ensemble de 251 000 câbles confidentiels du département

## **d'État américain, a révélé la corruption, les scandales diplomatiques et les affaires d'espionnage à l'échelle internationale.**

Selon le New York Times, ces documents racontent « l'histoire sans fard de la manière dont le gouvernement prend ses décisions les plus importantes, celles qui coûtent le plus cher au pays en vies humaines et en argent ». Aujourd'hui encore, en 2022, des journalistes et des historiens continuent de publier de nouvelles révélations en s'appuyant sur ce fonds documentaire unique.

Pour Julian Assange, éditeur de Wikileaks, la publication de « Cable gate » et de plusieurs autres fuites connexes a eu les conséquences les plus graves. Le 11 avril 2019, Assange a été arrêté à Londres sur la base d'un mandat d'arrêt américain. Il est détenu depuis trois ans et demi dans une prison britannique de haute sécurité, habituellement utilisée pour les terroristes et les membres de groupes criminels organisés. **Il risque d'être extradé vers les États-Unis et d'être condamné à une peine pouvant aller jusqu'à 175 ans dans une prison américaine de haute sécurité.**

Ce groupe de rédacteurs et d'éditeurs, qui avaient tous travaillé avec Assange, **a ressenti le besoin de critiquer publiquement sa conduite en 2011, lorsque des copies non expurgées des câbles ont été publiées**, et certains d'entre nous sont préoccupés par les allégations contenues dans l'acte d'accusation selon lesquelles il aurait tenté de aide à l'intrusion informatique d'une base de données classifiée. Mais nous nous réunissons maintenant pour exprimer nos graves inquiétudes concernant la poursuite des poursuites contre Julian Assange pour avoir obtenu et publié des documents classifiés.

L'administration Obama-Biden, en place lors de la publication de Wikileaks en 2010, **s'est abstenue d'inculper Assange, expliquant qu'elle aurait également dû inculper les journalistes des principaux médias.** Leur position accordait une grande importance à la liberté de la presse, malgré ses conséquences inconfortables. Mais sous Donald Trump, la situation a changé. Le DOJ s'est appuyé sur une ancienne loi, **la loi sur l'espionnage de 1917** (conçue pour poursuivre les espions potentiels pendant la Première Guerre mondiale), qui n'a jamais été utilisée pour poursuivre un éditeur ou un diffuseur.

Cet acte d'accusation crée un dangereux précédent et menace de porter atteinte au premier amendement américain et à la liberté de la presse.

Demander des comptes aux gouvernements fait partie de la mission essentielle d'une presse libre dans une démocratie.

L'obtention et la divulgation d'informations sensibles lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt public constituent une partie essentielle du travail quotidien des journalistes. Si ce travail est criminalisé, notre discours public et nos démocraties s'en trouveront considérablement affaiblis.

Douze ans après la publication de « Cable Gate », il est temps pour le gouvernement américain de mettre fin aux poursuites contre Julian Assange pour publication de secrets.

**Publier n'est pas un crime.**

**Les rédacteurs et éditeurs de :**

**The Guardian, The New York Times, Le Monde, DER SPIEGEL, El País**

## **8. Qui sont les criminels ?**

Ceux qui divulguent des documents gouvernementaux secrets qui fournissent des preuves irréfutables de nombreux crimes contre l'humanité ou les politiciens de haut rang qui ordonnent les meurtres et les atrocités ?

Ce qui se passe n'est pas seulement « la criminalisation de l'État », le système judiciaire est également criminalisé dans le but de soutenir la légitimité des criminels de guerre qui occupent de hautes fonctions.

Et les grands médias de grandes entreprises (Corporate Media), par omission, par demi-vérités et par mensonges purs et simples, soutiennent la guerre comme un effort de rétablissement de la paix.

**Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière possible**

**Nous sommes solidaires de Julian Assange.**

**Michel Chossudovsky**

Article original en anglais :



**[“Wiki-Gate”: Julian Assange Was Framed by the People Who Supported Him](#)**

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

\*\*\*\*\*

L'article suivant, publié pour la première fois en avril 2019, 2022, se concentre sur la façon dont Julian Assange a été trahi par les grands médias.

**Michel Chossudovsky** , Global Research, 3 décembre 2022, 21 février 2024, mis à jour le 26 juin 2024

**« Wiki-Gate » : Julian Assange a été piégé par ceux qui le soutenaient**

**par**

**Michel Chossudovsky**

avril 2019

*L'arrestation de Julian Assange (après presque sept ans passés à l'ambassade équatorienne) constitue un acte hideux et illégal. Il est incarcéré à la prison à sécurité maximale de Belmarsh, en Grande-Bretagne, en attendant son extradition vers les États-Unis.*

*Les déclarations des procureurs américains suggèrent qu'Assange ne serait pas inculpé en vertu de la loi sur l'espionnage de 1917. Ce qui est envisagé, ce sont des accusations de complot « en vue de commettre une intrusion informatique illégale sur la base de son prétendu accord pour tenter d'aider Mme Manning à briser une partie codée du code d'accès qui lui aurait permis de se connecter à un réseau militaire classifié sous l'identité d'un autre utilisateur. » (NYT, 11 avril 2019).*

*Les tarifs peuvent bien entendu être modifiés et déplacés. Bolton-Pompeo jouera sans aucun doute un rôle. Dans une déclaration de 2017, alors qu'il était directeur de la CIA, [Mike Pompeo](#) « a qualifié WikiLeaks de « service de renseignement hostile non étatique » qui devait être éradiqué ».*

*Assange est sans cesse accusé de trahison par les grands médias, agissant au nom du Kremlin. Une inculpation invoquant la **loi sur l'espionnage de 1917** reste une possibilité distincte en vue d'ignorer le premier amendement de la Constitution américaine qui garantit la liberté d'expression.*

*Assange constitue-t-il un nouveau récit médiatique du Russia-Gate ? Son arrestation coïncide avec la publication de la version expurgée du rapport Mueller.*

**Préparez-vous au Wiki-Gate :** *une procédure judiciaire longue et interminable qui fera l'objet d'une large couverture médiatique dans le but, à terme, d'induire le public en erreur.*

*L'objectif tacite de l'inculpation d'Assange est de créer un précédent juridique qui permettra à Washington et à ses alliés d'arrêter sans discernement les journalistes indépendants et anti-guerre.*

*Ce qui est en jeu – révélé par Wikileaks – c'est que les hommes politiques au pouvoir sont les architectes des crimes de guerre. Pour les protéger et maintenir leur légitimité, ils nécessitent la suppression de la liberté d'expression, ce qui nécessite à son tour « la criminalisation de la justice ».*

*Ironiquement, depuis le début (sur une période de plus de 12 ans), il n'y a jamais eu d'effort concerté de la part de Washington (et de son appareil de renseignement de sécurité nationale) pour empêcher la divulgation d'informations classifiées du gouvernement américain ou pour fermer le Projet Wikileaks. En fait, tout le contraire.*

*Pourquoi?*

*Parce que les citations de Wikileaks soigneusement sélectionnées et expurgées par les grands médias ont été utilisées pour légitimer la « politique étrangère » américaine et pour obscurcir (par omission) de nombreux crimes commis par les services de renseignement américains et le Pentagone.*

## Wikileaks et les médias grand public

Il est important de noter que Julian Assange a dès le départ été soutenu par les grands médias, qui ont participé à la publication de versions sélectionnées et expurgées des fuites. Et malgré l'arrestation et l'emprisonnement d'Assange, Wikileaks continue de publier des câbles diplomatiques américains compromettants, dont le dernier (rapporté par [McClatchy, 17 avril 2019](#)) concerne « la preuve que les troupes américaines ont exécuté au moins 10 civils irakiens », dont un nourrisson de 5 mois. .

Au début du projet Wikileaks, les grands médias, notamment le New York Times, The Guardian et The Economist, ont fait l'éloge de Julian Assange. Les élites britanniques l'ont soutenu. Assange est devenu une personnalité. Il s'agissait d'une vaste campagne de relations publiques. C'était une entreprise lucrative pour les médias d'entreprise.

En 2008, The Economist (qui appartient en partie à la famille Rothschild) a décerné à Assange le prix des nouveaux médias.

---

### #IndexAwards2008: Wikileaks, Economist New Media Award

Julian Assange and his organisation have made a huge global impact since winning an Index award

19 Apr 2017

BY SAMUEL ROWE



WORLD

### Julian Assange: Readers' Choice for TIME's Person of the Year 2010

## Demi-tour ? Changement dans le récit des médias mainstream.

Aujourd'hui, ironiquement, ces mêmes grands médias qui ont fait l'éloge d'Assange l'accusent désormais (sans la moindre preuve) d'être impliqué dans des actes de conspiration au nom du Kremlin. Selon [John Pilger](#) :

«Le Guardian a depuis publié une série de mensonges sur Assange, notamment une affirmation discréditée selon laquelle un groupe de Russes et l'homme de Trump, Paul Manafort, auraient rendu visite à Assange à l'ambassade [équatorienne]. Les réunions n'ont jamais eu lieu ; c'était faux.

Assange a fait l'objet d'une campagne de diffamation généralisée de la part de ceux qui l'ont soutenu.

Selon [Pilger](#) :

« Un plan visant à détruire WikiLeaks et Assange a été exposé dans un document top secret daté du 8 mars 2008 [par] la branche d'évaluation du cybercontre-espionnage du département américain de la Défense... Leur arme principale serait la diffamation personnelle. Leurs troupes de choc seraient enrôlées dans les médias.»

**The Economist** , qui a décerné à Assange le prix des nouveaux médias en 2008, laisse désormais entendre qu'il est un agent ennemi responsable de « l'anarchie de l'information... culminant dans la déstabilisation de la démocratie américaine ».

### WikiLeaks

## Julian Assange: journalistic hero or enemy agent?

*Dumping unredacted information is the act of a useful idiot, not a journalist*

D'autres pensent qu'il s'agit d'un devoir de justice attendu depuis longtemps pour un homme qui a déclenché l'anarchie de l'information en Occident, **aboutissant à la déstabilisation de la démocratie américaine**. M. Assange est-il un journaliste héroïque, un activiste imprudent ou même un agent ennemi ? (The Economist, 12 avril 2019, italiques ajoutés)

L'opération de dénigrement est en cours :

## Why Julian Assange should be extradited

*The WikiLeaks co-founder is accused of hacking, not leaking, and that is a serious crime*

Capture d'écran du titre d'Economist, 17 avril 2019

Depuis début 2017, coïncidant avec le RussiaGate, Assange est dépeint comme un « larbin de Poutine » travaillant pour le Kremlin. Pourquoi ?

# Assange is Putin's stooge

Times Colonist 14 Mar 2017 [+2 more](#)

En 2016, certains des anciens sympathisants américains de M. Assange se sont vivement opposés à lui **après qu'il ait fait de WikiLeaks un instrument enthousiaste de l'intervention russe dans l'élection présidentielle américaine**, distribuant des courriels démocrates piratés pour maximiser leur impact politique, faisant campagne contre Hillary Clinton sur Twitter et promouvoir une fausse histoire de couverture sur la source des fuites. (NYT, avril 2019, italiques ajoutés)

Et puis [The Guardian \(20 avril\)](#), avec lequel Assange a activement collaboré, se lance dans une opération de diffamation et de diffamation de grande envergure : le « journalisme bon marché » du Guardian (lire l'extrait ci-dessous) :

According to Ecuador's president, Lenín Moreno, Assange "accessed the embassy's security files without permission", and WikiLeaks "threatened the government of Ecuador". You know, I think I once had a French exchange who behaved like that. But Ecuador's UK ambassador, Jaime Marchan, put the cherry on my cake with **his claims** that Assange "ignored repeated warnings not to leave half-eaten meals and unwashed dishes in the sink" (classic bad houseguest) and once, as a protest, "put excrement on the walls and underwear with excrement in the lavatory" (possibly just classic Assange). Just the thought of the house meetings inside the embassy - "Come on, guys, he's one of ours now, he has to stay"; "Ex-CUSE me, have you SMELT the bathrooms recently?!" - makes me want to quit my job and write a TV drama. I think I'll call it This Embassy.

## Julian Assange a-t-il été piégé par ceux qui l'ont soutenu ?

Le dernier article du New York Times du 15 avril 2019, qui a déjà collaboré avec Assange, le décrit comme une menace pour la sécurité nationale, travaillant au nom des Russes.

***Listen and subscribe to our podcast from your mobile device:***

***[Via Apple Podcasts](#) | [Via RadioPublic](#) | [Via Stitcher](#)***

Many have considered Julian Assange, the founder of WikiLeaks, to be a hero of the free speech movement and a partner to journalists. He also came to be seen as a threat to national security. Then, he helped Russia interfere in a United States election. And now, he has been arrested. Our colleague tells us about the moral complexities of working with Mr. Assange.

### **Retour en arrière sur 2010 :**

WikiLeaks a publié une série de fuites de renseignements controversés, notamment quelque 400 000 documents classifiés sur la guerre en Irak, couvrant les événements de 2004 à 2009 (voir Tom Burghardt, [The WikiLeaks Release: US Complicity and Cover-Up of Iraq Torture Exposed](#), Global Research, 24 octobre 2010).

Ces révélations contenues dans les journaux de guerre en Irak de Wikileaks ont fourni « une preuve supplémentaire du rôle du Pentagone dans la torture systématique des citoyens irakiens par le régime post-Saddam installé par les États-Unis ». (Ibid.).

### **Le rôle du club de première ligne. L'entourage social d'Assange**

Alors qu'Assange s'est engagé (à travers la publication de documents gouvernementaux divulgués) à révéler la « vérité tacite » sur la corruption et les crimes de guerre, bon nombre des personnes (et des journalistes) qui l'ont « soutenu » sont en grande partie « de l'establishment » : dès sa libération sous caution en décembre 2010 (ordonnance d'extradition suédoise suite à des allégations d'infractions sexuelles), **Henry Vaughan Lockhart Smith**, un ami d'Assange, ancien capitaine des Grenadier Guards britanniques et membre de l'aristocratie britannique, est venu à son secours. Assange a trouvé refuge au Ellingham Manor de Vaughan Smith, dans le Norfolk.

Vaughn Lockhart Smith est le fondateur du Frontline Club basé à Londres (soutenu par l'Open Society Institute de George Soros). En 2010, le Frontline Club servait de facto de « quartier général » britannique à Julian Assange.

Vaughan Smith est un journaliste aligné sur les médias mainstream Il avait [collaboré avec l'OTAN](#), agi comme reporter et caméraman sur divers théâtres de guerre entre les États-Unis et l'OTAN, notamment en Afghanistan et au Kosovo. En 1998, il a travaillé comme vidéojournaliste au Kosovo dans une production intitulée The Valley, qui consistait à « documenter » de prétendues atrocités serbes contre les Albanais du Kosovo. La production vidéo a été réalisée avec le soutien de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Lors de l'arrestation d'Assange le 10 avril 2019, Vaughn Smith, tout en reconnaissant ses désaccords avec Assange, a néanmoins exprimé son soutien indéfectible et son inquiétude pour Assange :

Smith a déclaré que même s'il n'était pas d'accord sur le fait que tout ce qu'Assange avait publié aurait dû l'être, il pensait que le fondateur de Wikileaks « avait déclenché une discussion sur la transparence qui est extrêmement importante ».

« Je soutiens Julian parce que je pense que ses droits en tant qu'individu se reflètent sur nous, ses concitoyens », a-t-il déclaré à Tremonti.

« Je pense que la façon dont nous traitons quelqu'un avec qui nous ne sommes peut-être pas d'accord, qui nous dit des vérités que nous ne souhaitons peut-être pas connaître... est un excellent commentaire sur nous. » (CBC, 10 avril 2019)

## **Le rôle des médias institutionnels : le rôle central du New York Times**

Le New York Times, le Guardian, Der Spiegel et El Pais (Espagne) ont été directement impliqués dans la rédaction, la sélection et la diffusion des documents divulgués.

Dans le cas du New York Times, coordonné par le chef du bureau de Washington, **David Sanger**, les versions expurgées ont été réalisées en consultation avec le Département d'État américain.

Même avant que le projet Wikileaks ne démarre, les grands médias étaient impliqués. Un rôle a été défini et convenu pour les grands médias, non seulement dans la publication, mais aussi dans la sélection et l'édition des fuites. Les « médias professionnels », pour reprendre les mots de Julian Assange dans une interview accordée à The Economist, collaborent depuis le début avec le projet Wikileaks.

De plus, des journalistes clés ayant des liens avec les services de renseignement de politique étrangère et de sécurité nationale des États-Unis ont travaillé en étroite collaboration avec Wikileaks pour la distribution et la diffusion des documents divulgués.

Ironiquement, le New York Times, qui promeut constamment la désinformation dans les médias, a été accusé en 2010 de complot. Pour quoi? Pour avoir révélé la vérité? Ou pour avoir manipulé la vérité? Selon les mots du sénateur Joseph L. Lieberman :

« Je crois certainement que Wikileaks **a violé la loi sur l'espionnage**, mais qu'en est-il des organes de presse - y compris le Times - qui l'ont accepté et l'ont distribué? M. Lieberman a déclaré, ajoutant : « Pour moi, le New York Times a commis au moins un acte de mauvaise citoyenneté, et s'il a commis un crime, je pense que cela mérite une enquête très approfondie de la part du ministère de la Justice. » ( [Les poursuites contre WikiLeaks étudiées par le ministère de la Justice - NYTimes.com](#), 7 décembre 2010)

Ce rôle de « rédaction » du New York Times a été franchement reconnu par David E Sanger, correspondant en chef du New York Times à Washington :

« [Nous] avons examiné [les câbles] avec beaucoup de soin pour essayer de supprimer des éléments que nous pensions susceptibles de nuire aux individus ou de nuire aux opérations en cours. **Et nous avons même pris la mesure très inhabituelle de montrer la centaine de câbles que nous écrivons au gouvernement américain et de lui demander s'il avait des**

**expurgations supplémentaires à suggérer.** (Voir [Interview PBS ; Rédaction et sélection des documents Wikileaks par les médias d'entreprise](#) , interview PBS sur « Fresh Air » avec Terry Gross : 8 décembre 2010, italiques ajoutés).

Pourtant, Sanger a également déclaré plus tard dans l'interview :

« Il est de la responsabilité du journalisme américain, depuis la fondation de ce pays, de sortir et d'essayer de s'attaquer aux problèmes les plus difficiles de l'heure **et de le faire indépendamment du gouvernement.** » (ibid., italiques ajoutés)

« Le faire indépendamment du gouvernement » tout en « leur demandant [au gouvernement américain] s'ils avaient des expurgations supplémentaires à suggérer » ?

David E. Sanger n'est pas un journaliste indépendant modèle. Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR) et du [Strategy Group de l'Aspen Institute](#) qui regroupe notamment Madeleine K. Albright, Condoleeza Rice, l'ancien secrétaire à la Défense William Perry, l'ancien chef de la CIA John Deutch, entre autres personnalités éminentes de l'establishment.

Il est à noter que plusieurs journalistes américains, membres du Council on Foreign Relations, avaient interviewé Wikileaks, notamment [Richard Stengel du Time Magazine](#) (30 novembre 2010) et Raffi Khatchadurian du New Yorker. ( [WikiLeaks et Julian Paul Assange : The New Yorker](#) , 11 juin 2007)

Historiquement, le New York Times a servi les intérêts de la famille Rockefeller dans le cadre d'une relation de longue date. À leur tour, les Rockefeller détiennent une participation importante en tant qu'actionnaires de plusieurs grands médias américains.

## Remarques finales

Qui sont les criminels ?

**Ceux qui divulguent des documents gouvernementaux secrets qui fournissent des preuves irréfutables de nombreux crimes contre l'humanité ou les politiciens de haut rang qui ordonnent les meurtres et les atrocités.**

Ce qui se produit n'est pas seulement « la criminalisation de l'État », le système judiciaire est également criminalisé en vue de maintenir la légitimité des criminels de guerre occupant de hautes fonctions.

**Et les grands médias, par omission, par demi-vérités et par mensonges purs et simples, soutiennent la guerre comme un effort de rétablissement de la paix.**

voir ci-dessous

## Globe et Mail



EDITORIALS

SUBSCRIBE

REGISTER



# NATO and not EU deserves the Nobel Peace Prize

## 3 reasons why America's massive nuclear arsenal actually makes the world safer

Washington Post



# In the long run, wars make us safer and richer

Et beaucoup plus...

Michel Chossudovsky

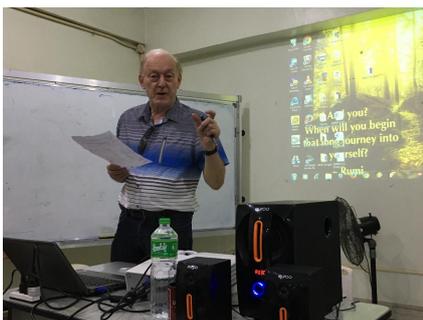
Avril 2019

\*\*\*\*\*

**Note aux lecteurs :** Veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de courriels. Faites un *crosspost* sur votre site de blog, vos forums internet, etc.

Tous les articles de Mondialisation.ca et de Global Research sont désormais accessibles en 27 langues en activant le menu de traduction du site Internet dans la bannière supérieure de notre page d'accueil (version ordinateur de bureau).

\*



### À propos de l'auteur

**[Michel Chossudovsky](#)** est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM), Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Il a entrepris des recherches sur le terrain en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et dans le Pacifique et a beaucoup écrit sur les économies des pays en développement en mettant l'accent sur la pauvreté et les inégalités sociales. Il a également entrepris des recherches en économie de la santé (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPA), FNUAP, ACIDI, OMS, gouvernement du Venezuela, John Hopkins [International Journal of Health Services](#) (1979,

[1983](#))

Il est l'auteur de douze livres dont *The Globalization of Poverty* et *The New World Order* (2003) - [La mondialisation de la pauvreté](#), *America's « War on Terrorism »* (2005) - [Guerre et Mondialisation](#), *The Globalization of War*, *America's Long War against Humanity* (2015).

Il collabore à l'*Encyclopédie Britannica*. Ses écrits ont été publiés dans plus de vingt langues. En 2014, il a reçu la médaille d'or du mérite de la République de Serbie pour ses écrits sur la guerre d'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. On peut le joindre à [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Voir en anglais : [Michel Chossudovsky, Notice biographique](#)

[Articles de Michel Chossudovsky sur Global Research](#)

Articles en français de [Michel Chossudovsky sur Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2024

---

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

### **A propos :**

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal

for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com) Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)